

# Des hauts et débats

## Faut-il réduire la dépense publique?

**François Ecalle/Henri Sterdyniak.** Le premier est un spécialiste en finances publiques. Le second a cofondé les Économistes atterrés. Deux experts pour une rencontre en quatre rounds...

### Parcours

**François Ecalle (à gauche)**

1958. Né à Dakar (Sénégal).

1984. École nationale d'administration (ENA).

1994. Sous-directeur des finances publiques à la direction de la prévision du ministère des Finances.

1999. Conseiller référendaire à la Cour des comptes, puis conseiller maître.

Pendant huit ans, il est la cheville ouvrière du rapport annuel sur la situation des finances publiques, publié au mois de juin.

2005. Enseigne la politique économique à l'université Paris I.

2013. Membre du Haut Conseil des finances publiques, jusqu'en 2015.

2016. En disponibilité de la Cour des comptes, il lance l'association

**D**ans son rapport annuel publié en février, la Cour des comptes estime que l'objectif d'un déficit public ramené à 2,7% du PIB en 2017 sera difficile à atteindre. Les magistrats en appellent à des efforts d'une ampleur inédite sur les dépenses publiques. **Où'en pensez-vous?**

**Henri Sterdyniak:** Il faut d'abord rappeler que le gouvernement a déjà nettement réduit le taux de croissance de la dépense publique à 0,8% l'an entre 2010 et 2015, contre 2,3% entre 2000 et 2009. Sur tout, les dépenses publiques résultent de choix de société et elles sont souvent plus utiles que les dépenses privées. La France a une bonne couverture sociale en termes de retraite, d'assurance maladie, de chômage. Elle a besoin de dépenser pour son armée, sa sécurité, sa justice. Notre taux de fécondité est plus élevé qu'en Allemagne, ce qui nécessite d'investir dans l'édu-





...ent le **CRIDA** le **SOCIÉTÉ** et **EURO** sont souvent plus utiles que les dépenses privées. La France a une bonne couverture sociale en termes de retraite, d'assurance maladie, de chômage. Il y a un besoin de dépenser pour son armée, sa sécurité, sa justice. Notre taux de fécondité est plus élevé qu'en Allemagne, ce qui nécessite d'investir dans l'éducation, les crèches publiques.

**François Ecalle:** Je ne conteste pas la nécessité des dépenses publiques. Mais aujourd'hui, nous devons réduire le déficit car le financement de la dette publique sur les marchés, incontrôlables quoi que l'on en pense, risque de devenir problématique. Il existe des gisements de productivité dans les administrations, les prestations sociales peuvent être mieux ciblées, sans nuire à la solidarité nationale. Par exemple, je suis partisan d'un bouchon sanitaire qui plafonnerait les dépenses de maladie laissées à la charge des ménages les plus modestes.

Henri Sterdyniak (droite)  
 51. Né à Paris.  
 73. Diplômé Polytechnique.  
 75. Economiste Insee, dont il reste ministre.  
 82. Entre Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).  
 10. Cofondateur des Économistes indépendants qui critiquent le dogme dominant des politiques d'austérité.  
 12. Membre du Conseil économique, social et environnemental.  
 16. Conseiller scientifique à l'OFCE.

**F.E.:** Avec un taux de chômage à 10 %, je reconnais que le moment n'est pas idéal. Mais si la France ne poursuit pas la réduction des déficits publics, elle risque de s'endetter encore plus lors d'une prochaine crise.

**H.S.:** La question de la dette et des déficits publics se pose à l'ensemble des pays développés. Le développement du capitalisme financier s'appuie sur des exigences de rentabilité des entreprises toujours plus élevées, une accumulation d'actifs financiers par les plus riches qui provoque, en contrepartie, des dettes publiques importantes. En période de croissance faible, la dépense publique est nécessaire pour soutenir l'activité.

qui situe la France au dixième rang de l'OCDE. Ce qui pose des problèmes en termes de compétitivité des entreprises, d'attractivité du territoire, d'emploi, d'investissement, de fraude fiscale.

**H.S.:** Les marchés financiers et Bruxelles imposent aux pays membres des objectifs insensés. Le problème de la zone euro, c'est que ses pays ne bénéficient plus de la garantie de la Banque centrale européenne pour financer leur dette publique. Quant aux prélèvements obligatoires, ils garantissent un certain niveau de protection sociale. En contrepartie, le salarié n'a pas à épargner pour sa retraite, il n'a pas à se prémunir contre les risques de la maladie. La France consacre 14 % de son PIB au financement des retraites par répartition. En caricaturant, il suffirait de réduire d'un tiers le niveau de vie des retraités pour économiser 3,5 points de PIB!

**F.E.:** Sur ce thème, l'alternative est de relever l'âge de départ à la retraite. Je reste persuadé qu'à moyen et long terme, une hausse de la population active se traduit par une progression du taux d'emploi et non du taux de chômage.

explosé, grâce à ses amortisseurs sociaux. Une réduction des dépenses publiques se ferait forcément au détriment des plus pauvres. Avec un âge de la retraite repoussé à 65 ans, par exemple, les travailleurs usés, que les entreprises ne veulent plus employer, se retrouveraient en difficulté. Ce ne sont pas les plus riches qui souffriraient d'une réduction des allocations chômage ou d'une place plus grande accordée aux complémentaires santé.

**Les dépenses publiques résultent de choix de société et elles sont souvent plus utiles que les dépenses privées.**

Henri Sterdyniak

**La France ne paie-t-elle pas encore les effets de la crise financière de 2008, qui a contraint l'État à laisser filer le déficit public ?**

**F.E.:** Il était normal de laisser filer le déficit public (à 7,2 % du PIB en 2009, NDLR) pour relancer l'activité, car nous étions en récession. Le problème, c'est que la France ne sait pas gérer ses déficits publics, elle ne les réduit pas quand la situation s'améliore. Avant 2007, par exemple, nous étions déjà déficitaires, contrairement à l'Allemagne.

**H.S.:** Il nous manque plusieurs points de PIB en raison d'une mauvaise gestion de la crise financière. Actuellement, la France compte 10 % de chômeurs. Avec 4 % d'emplois en plus, le déficit serait ramené à un niveau satisfaisant, correspondant aux besoins en investissements publics.

**Une réduction des dépenses publiques ne risque-t-elle pas d'accroître les inégalités sociales, par le transfert de services au secteur privé ?**

**H.S.:** La France est un des rares pays où les inégalités de revenus n'ont pas

**Un**

**Nous devons réduire le déficit car le financement de la dette publique sur les marchés risque de devenir problématique.**

François Ecalle

**F.E.:** Pour réduire les inégalités, je suis favorable à une hausse de l'impôt sur le revenu, relativement plus faible en France. A contrario, je suis favorable à la réduction des prélèvements obligatoires, tel que l'impôt sur les sociétés. À mes yeux, les allègements de cotisations patronales sur les bas salaires ont un effet significatif sur l'emploi. Ils permettent de maintenir un Smic relativement élevé, en comparant au salaire médian.

**H.S.:** Tous ces allègements ont tout contribué à développer le travail peu qualifié, à remplacer des emplois stables par des emplois précaires. Ces dispositifs ont tiré vers le bas des professions. Malheureusement, nous vivons une situation difficile, au travers de laquelle il faut payer pour que les entreprises embauchent... ■

Propos recueillis par **SARAH DELAITRE** - Photo: Thierry Neveux